

Consultation publique sur le prochain cadre financier pluriannuel : Mise en oeuvre du financement de l'UE avec les Etats membres et les régions

Contexte de la consultation

Le cadre financier pluriannuel (CFP) actuel, c'est-à-dire le budget à long terme de l'UE, s'appliquera jusqu'à la fin de 2027. En 2025, la Commission présentera des propositions de vaste portée en vue de l'établissement du cadre financier pluriannuel pour l'après-2027 et pour la prochaine génération de programmes de financement. Ces programmes apportent un soutien financier à un large éventail de bénéficiaires dans l'ensemble de l'UE, y compris des universités, des régions, des villes, des organisations de la société civile, des entreprises, des agriculteurs, des étudiants, des scientifiques et de nombreux autres bénéficiaires.

Conformément aux orientations politiques de la présidente von der Leyen pour la Commission européenne 2024-2029, la Commission s'emploiera à mettre en place un budget à long terme plus simple, plus ciblé et plus réactif reflétant tant les priorités stratégiques européennes que son ambition d'être une Commission axée sur l'investissement. Le fonctionnement du prochain budget à long terme sera plus simple. Il comportera moins de programmes, un plan pour chaque pays liant les réformes clés et les investissements, et il mettra l'accent sur nos priorités communes, notamment la promotion de la cohésion économique, sociale et territoriale. Le cadre financier pluriannuel pour l'après-2027 doit en tenir compte.

Les propositions de la Commission seront conçues de manière à permettre à l'Union d'atteindre les objectifs fixés dans les domaines qui importent le plus, là où elle peut être plus efficace que les États membres agissant isolément. Il faudra à cette fin évaluer soigneusement ce qui a bien fonctionné par le passé et ce qui peut être amélioré à l'avenir. Le prochain budget à long terme de l'UE bénéficiera des enseignements tirés du budget actuel, notamment en matière de simplicité et de flexibilité, de rapidité et d'orientation stratégique.

Afin de collecter des éléments probants pour appuyer l'élaboration de ces propositions, la Commission lance une série de consultations publiques visant à recueillir l'avis de toutes les parties intéressées sur la manière de faire en sorte que chaque euro du budget de l'UE soit utilisé le plus efficacement possible.

Avec ces objectifs en ligne de mire, la présente consultation aborde le financement de l'UE mis en œuvre avec les États membres et les régions dans les domaines d'action suivants: politique de cohésion, politique agricole commune, politique de la pêche et politique maritime, affaires intérieures et réseaux transeuropéens. La décision de regrouper les thématiques vise à faciliter les travaux préparatoires mais ne préjuge en rien de l'architecture des futurs programmes.

Partie 1 : Questions concernant la structure contributrice

Partie 2 : Questions relatives aux fonds de l'UE mis en oeuvre avec les Etats membres et les régions

Quelle importance ont pour vous les enjeux stratégiques liés aux questions ci-après ?

	Une grande importance	Une importance normale	Une importance moyenne	Aucune importance	Je ne sais pas / sans objet
Limitation des capacités publiques d'investissement nécessaires pour répondre aux besoins liés aux priorités de l'UE (en ce qui concerne les transitions écologique et numérique, la sécurité et la compétitivité, par exemple)	x				
Disparités sociales, économiques, régionales et territoriales persistantes	x				
Capacité limitée des régions et des communautés à bénéficier du marché unique et de nouvelles perspectives économiques	x				
Enjeux démographiques			x		
Pénuries de main-d'œuvre et de compétences, besoins en matière de renforcement des compétences et de reconversion professionnelle, et manque de préparation des systèmes d'éducation et de formation pour le 21e siècle		x			
Baisse de la productivité du travail et de la compétitivité			x		
Absence de progrès dans la	x				

lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale					
Obstacles à l'accès aux services essentiels, à la santé, à des soins de qualité, au logement et à la protection sociale	x				
Numérisation de l'administration publique, y compris des services publics et des systèmes de justice		x			
Transformation numérique dans les secteurs clés		x			
Manque de connectivité dans les États membres et les régions (par exemple, dans les secteurs des transports, de l'énergie et du numérique)		x			
Défis liés au respect de l'état de droit (par exemple, indépendance du pouvoir judiciaire, droit à un procès équitable, lutte contre la corruption)	x				
Défis liés à la protection efficace des fonds de l'UE contre la fraude, la corruption et d'autres activités illégales	x				
Menaces pour la sécurité telles que la criminalité organisée					x
Défis liés à l'achèvement et au fonctionnement pleinement opérationnel de l'espace Schengen avec la libre circulation des personnes					x
Défis liés à la gestion de l'asile et de la migration					x
Effets de plus en plus	x				

marqués du changement climatique et dégradation de l'environnement (par exemple, catastrophes naturelles, perte de biodiversité)					
Décarbonation de l'économie	x				
Nécessité de garantir un approvisionnement énergétique abordable, durable et sûr	x				
Nécessité de tirer le meilleur parti possible du potentiel de l'économie circulaire			x		
Nécessité de garantir un approvisionnement stable en denrées alimentaires de qualité, à tout moment et à des prix raisonnables			x		
Disparités économiques et crises auxquelles sont confrontés les secteurs de l'agriculture et de la pêche			x		
Secteurs de la culture et de la création en difficulté, précarité des artistes, accès limité à la culture et préservation du patrimoine					x
Autre (veuillez préciser ci-après)					

Dans quelle mesure les éléments suivants constituent-ils, selon vous, des obstacles à la réalisation des objectifs du budget de l'UE ?

	Dans une large mesure	Dans une certaine mesure	Très peu	Pas du tout	Je ne sais pas / sans objet
Trop de fonds avec des objectifs qui se chevauchent		x			
Règles spécifiques aux fonds		x			

différentes et souvent complexes en ce qui concerne l'accès au financement et le respect des règles concernées					
Capacités administratives aux niveaux national, régional et local	x				
Charge administrative pesant sur les bénéficiaires, les autorités régionales et nationales	x				
Gouvernance et répartition des fonds trop compliquées	x				
Manque de souplesse lorsqu'il est nécessaire de s'adapter à des évolutions nouvelles et imprévues		x			
Manque de cohérence et d'efficacité dans la mise en œuvre des priorités stratégiques de l'UE	x				
Alignement insuffisant sur les politiques nationales		x			
Faible absorption des fonds et nombre insuffisant de projets de haute qualité		x			
Attention insuffisante accordée aux projets présentant la plus forte valeur ajoutée européenne (projets multinationaux, par exemple)			x		
Attention insuffisante accordée à l'obtention de résultats	x				
Mobilisation insuffisante de financement privé (grâce à une réduction des risques qui y sont liés, par exemple)		x			
Environnement réglementaire national réduisant l'efficacité du financement de l'UE	x				
Fraude, corruption et autres activités illégales ciblant les fonds		x			

de l'UE					
Autre (veuillez préciser ci-dessous)	x				

Autre : Manque d'inclusion des acteurs de l'économie sociale et solidaire et des acteurs locaux dans la co-gestion des fonds. Les fonds n'atteignent pas réellement les bénéficiaires finaux, et sont souvent absorbés par de grands acteurs, en raison de favoritisme et d'asymétries d'information.

Dans quelle mesure êtes-vous d'accord avec le fait que les objectifs ci-après sont soutenus par les politiques de l'UE - s'agissant de la politique de cohésion ?

	Dans une large mesure	Dans une certaine mesure	Très peu	Pas du tout	Je ne sais pas / sans objet
Contribuer à la réalisation des objectifs de l'UE, notamment en matière de cohésion territoriale, sociale et économique		x			
Soutenir les biens publics de l'UE (projets transfrontières/multinationaux, par exemple)		x			
Relever les défis transfrontières (le changement climatique, par exemple)		x			

Dans quelle mesure êtes-vous d'accord avec le fait que les objectifs ci-après sont soutenus par les politiques de l'UE - s'agissant de la politique agricole commune ?

	Dans une large mesure	Dans une certaine mesure	Très peu	Pas du tout	Je ne sais pas / sans objet
Contribuer à la réalisation des objectifs de l'UE, notamment garantir un niveau de vie correct à la communauté agricole, et faire en sorte que le secteur agricole soit attrayant pour ceux qui l'intègrent			x		
Soutenir les biens publics de l'UE (par la fourniture de services écosystémiques et la coopération)			x		

transfrontière, par exemple)					
Relever les défis transfrontières (changement climatique, sécurité alimentaire, par exemple)			x		

Dans quelle mesure êtes-vous d'accord avec le fait que les objectifs ci-après sont soutenus par les politiques de l'UE- s'agissant du secteur de la pêche et des politiques maritimes ?

	Dans une large mesure	Dans une certaine mesure	Très peu	Pas du tout	Je ne sais pas / sans objet
Contribuer à la réalisation des objectifs de l'UE, favoriser une pêche durable et la restauration et la conservation des ressources biologiques aquatiques					x
Soutenir les biens publics de l'UE (coopération transfrontière, par exemple)					x
Relever les défis transfrontières (le changement climatique, par exemple)					x

Dans quelle mesure êtes-vous d'accord avec le fait que les objectifs ci-après sont soutenus par les politiques de l'UE - s'agissant des affaires intérieures ?

	Dans une large mesure	Dans une certaine mesure	Très peu	Pas du tout	Je ne sais pas / sans objet
Contribuer à la réalisation des objectifs de l'UE, notamment une gestion efficace en matière de migration, d'asile et de frontières extérieures					x
Soutenir les biens publics de l'UE (projets transfrontières/multinationaux, par exemple)					x
Relever les défis transfrontières (les menaces pour la sécurité, par					x

exemple)					
----------	--	--	--	--	--

Dans quelle mesure êtes-vous d'accord avec le fait que les objectifs ci-après sont soutenus par les politiques de l'UE - s'agissant des réseaux transeuropéens ?

	Dans une large mesure	Dans une certaine mesure	Très peu	Pas du tout	Je ne sais pas / sans objet
Contribuer à la réalisation des objectifs de l'UE, y compris au bon fonctionnement du marché unique et à la cohésion territoriale, sociale et économique					x
Soutenir les projets d'infrastructure transfrontières/multinationaux de l'UE					x
Relever les défis transfrontières (mobilité militaire et défense, changement climatique, par exemple)					x

Dans quelle mesure êtes-vous d'accord avec le fait que les actions ci-après pourraient contribuer à rendre le budget de l'Union plus efficace et efficient ?

	Dans une large mesure	Dans une certaine mesure	Très peu	Pas du tout	Je ne sais pas / sans objet
Appliquer des règles, des calendriers et des critères d'éligibilité communs à tous les fonds de l'UE concernés		x			
Réduire le nombre de règles et les rendre plus claires et plus simples	x				
Réduire le nombre de programmes de financement de l'UE		x			
Simplifier la gestion des programmes de financement de l'UE aux niveaux national et régional	x				
Donner la priorité aux projets à forte valeur ajoutée européenne, tels que les projets multinationaux et les		x			

projets qui contribuent aux priorités stratégiques de l'UE					
Introduire davantage de souplesse dans l'allocation des ressources pour pouvoir réagir aux crises et aux besoins émergents		x			
Utiliser les fonds pour promouvoir tant les réformes que les investissements	x				
Simplifier l'accès au financement pour les bénéficiaires	x				
Utiliser davantage de fonds de l'UE pour stimuler les investissements privés et nationaux, notamment au moyen d'instruments financiers (prêts, garanties, fonds propres, par exemple)	x				
Mettre davantage l'accent sur l'obtention de résultats, notamment au moyen d'un financement axé sur la performance (financement non lié aux coûts, par exemple)	x				
Mieux prévenir et combattre la fraude et la corruption, ainsi que d'autres activités illégales ciblant les fonds de l'UE	x				
Autre (veuillez préciser ci-dessous)	x				

Autre : Mobiliser les acteurs de l'économie sociale et solidaire pour activer des canaux de distribution alternatifs et co-gérer les fonds. Le financement des structures secondaires de l'énergie citoyenne (fédérations) est un bon exemple. Le projet LIFE ACCE a montré leur capacité à proposer des mécanismes de financement pour les communautés énergétiques qui créent des effets leviers permettant la mobilisation de capitaux privés (effet multiplicateur x40) - une utilisation efficace des fonds publics.

Êtes-vous d'accord avec le fait que les politiques couvertes par le budget de l'UE devraient continuer à soutenir tous les types de régions et de communautés à l'avenir?

OUI

NON

Expliquez pourquoi vous avez sélectionné OUI

Tous les citoyens de l'UE devraient bénéficier concrètement du budget de l'UE, mais par le biais de biens publics (par exemple, des pistes cyclables). Le ciblage au niveau des ménages (par exemple, pour aider à la

rénovation de logements) devrait clairement donner la priorité aux zones sous-développées et aux ménages pauvres.

Si vous avez des suggestions concrètes d'amélioration, veuillez les préciser

Des données plus fines pour cibler les ménages (par exemple, il existe des ménages pauvres dans les régions riches).

Si vous pensez que les parties prenantes pourraient être associées plus efficacement, veuillez préciser (500 caractères)

Mobiliser les acteurs de l'économie sociale et solidaire, tels que les fédérations des communautés énergétiques au niveau régional et national, pour aider à identifier les bénéficiaires appropriés, simplifier le processus de candidature et sensibiliser à l'existence des fonds européens.

Parmi les aspects suivants, lesquels sont, selon vous, les plus à même d'améliorer les capacités administratives et institutionnelles des administrations publiques des États membres ?

Prévisibilité de la programmation associée aux investissements financés par l'UE

Flexibilité permettant de répondre à un large éventail de besoins des États membres

Mettre l'accent sur les grandes priorités de l'UE présentant la plus forte valeur ajoutée

Aider les États membres à recenser les domaines dans lesquels l'assistance technique serait la plus profitable

Pérennité des capacités dans le temps

Soutenir un large éventail de bénéficiaires dans les administrations publiques à différents niveaux

Apporter un soutien et des informations quant aux possibilités de financement aux bénéficiaires/demandeurs potentiels

Répondre aux besoins des autorités nationales, régionales et locales en matière de compétences

Autres (veuillez préciser ci-après)

Je ne sais pas / sans avis

Partie 3 : Questions finales

Si vous souhaitez ajouter d'autres informations entrant dans le cadre du présent questionnaire, vous pouvez le faire ici

De nombreux réseaux d'acteurs de l'économie sociale et solidaire, comme les fédérations des communautés énergétiques au niveau régional et national, fournissent une assistance technique essentielle, aidant d'autres acteurs plus petits à se développer et à accéder aux fonds publics.

Ce travail des intermédiaires nationaux devrait être reconnu et valorisé dans le prochain cadre financier pluriannuel. Nous demandons qu'un financement structurel dédié soit accordé aux structures secondaires de l'énergie citoyenne, afin qu'elles puissent continuer à fournir cette assistance technique sur le terrain, à attirer des capitaux privés et à renforcer l'acceptation sociale de la transition énergétique.

De plus, les fonds européens destinés aux acteurs de l'économie sociale et solidaire, y compris les communautés énergétiques, devraient être plus facilement accessibles, grâce à des points de contact uniques au niveau national (one-stop-shops). Cela a été mis en œuvre avec succès en Espagne et au Portugal où tous les fonds de l'UE sont gérés par une seule agence, ce qui a augmenté les taux d'absorption des fonds et la satisfaction des candidats, y compris ceux des petits acteurs de l'économie sociale et solidaire.